

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://alger-republicain.com/Thomas-Sankara-ou-la-dignite-de-l.html>

Vivant héritage du président burkinabé assassiné

Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique

- Actualité politique internationale - Afrique - Burkina Fasso -

Publication date: dimanche 2 novembre 2014

Description:

Assassiné lors d'un coup d'Etat le 15 octobre 1987, Thomas Sankara est une figure du panafricanisme et du tiers-mondisme.

La pensée et l'action de l'ancien président burkinabé, réputé pour sa probité, annoncent l'altermondialisme. C'est pourquoi les commémorations qui ont lieu dans le monde (www.sankara20ans.net), en dépit de certaines pressions, soulignent l'universalité de son héritage politique. Anti-impérialiste, Sankara avait rendu hommage à Ernesto Che Guevara, exécuté en 1967, dont des carnets inédits, enfin publiés, éclairent la pensée (lire « Le socialisme selon Che Guevara »).

Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique

par Bruno Jaffré

octobre 2007

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Assassiné lors d'un coup d'Etat le 15 à octobre 1987, Thomas Sankara est une figure du panafricanisme et du tiers-mondisme.

La pensée et l'action de l'ancien président burkinabé, réputé pour sa probité, annoncent l'altermondialisme. C'est pourquoi les commémorations qui ont lieu dans le monde [1], en dépit de certaines pressions, soulignent l'universalité de son héritage politique. Anti-impérialiste, Sankara avait rendu hommage à Ernesto Che Guevara, exécuté en 1967, dont des carnets inédits, enfin publiés, éclairent la pensée (lire « Le socialisme selon Che Guevara »).

« Notre révolution n'aura de valeur que si, en regardant derrière nous, en regardant à nos côtés et en regardant devant nous, nous pouvons dire que les Burkinabés sont, grâce à elle, un peu plus heureux. Parce qu'ils ont de l'eau saine à boire, parce qu'ils ont une alimentation abondante, suffisante, parce qu'ils ont une santé resplendissante, parce qu'ils ont l'éducation, parce qu'ils ont des logements décentes, parce qu'ils sont mieux vêtus, parce qu'ils ont droit aux loisirs ; parce qu'ils ont l'occasion de jouir de plus de liberté, de plus de démocratie, de plus de dignité. (...) La révolution, c'est le bonheur. Sans le bonheur, nous ne pouvons pas parler de succès [2]. »

C'est ainsi que Thomas Sankara, président du Burkina Faso, définissait le sens de son action, treize jours avant le coup d'Etat du 15 à octobre 1987 au cours duquel il devait être assassiné.

Largement méconnu hors du continent noir, Sankara demeure dans bien des mémoires africaines. Aux yeux de beaucoup, il était celui qui disait la vérité, qui vivait proche de son peuple, qui luttait contre la corruption, qui redonnait l'espoir de voir l'Afrique retrouver sa dignité. Mais il était plus que cela encore : un stratège politique, un président créatif et énergique qui s'était engagé jusqu'au sacrifice suprême, une voix qui porta haut et fort les revendications du tiers-monde [3].

Sankara est né le 21 décembre 1949 dans ce qui s'appelait alors la Haute-Volta, une colonie française qui obtiendra son indépendance en 1960. A l'école, Sankara côtoie les fils de colons et découvre l'injustice. Il sert la messe mais refuse in extremis d'entrer au séminaire. C'est paradoxalement au Prytanée militaire du Kadiogo qu'il va s'ouvrir à la politique au contact d'un enseignant marxiste, militant du Parti africain de l'indépendance (PAI). A l'école militaire interafricaine d'Anstirabé, à Madagascar, le jeune officier apprend aussi la sociologie, les sciences politiques, l'économie politique, le français, les « sciences agricoles ». C'est sur la Grande Ile, où il assiste en 1972 à la révolution qui renverse le régime néocolonialiste de Philibert Tsiranana, que naissent ses idées en faveur d'une « révolution démocratique et populaire ».

Une génération modernisatrice

En 1974, lors de la guerre avec le Mali, il se fait remarquer par un exploit militaire. Puis crée, avec d'autres officiers (il est capitaine), une organisation clandestine. Il se rapproche de militants d'extrême gauche, lit beaucoup sur de nombreux sujets, questionne, approfondit, prend goût au débat politique. Depuis son indépendance, la Haute-Volta, petit pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, connaît une alternance de périodes d'exception et de démocratie parlementaire. C'est l'unique Etat de la région à élire un président au second tour, le général Aboubacar Sangoulé Lamizana, en 1978. Celui-ci gère le pays de manière paternaliste.

A gauche, seul le parti de l'historien Joseph Ki-Zerbo, le Front populaire voltaïque (FPV), participe aux élections, parfois aussi au pouvoir, tout en étant implanté dans les syndicats.

Se complaisant dans les joutes parlementaires, les politiciens se coupent de la réalité du pays et de ses forces vives, notamment la petite bourgeoisie urbaine très politisée. Des scandales financiers déconsidèrent les officiers

supérieurs au pouvoir. Au sein de l'armée, une jeune génération ambitieuse et désireuse de modernisation s'oppose à des cadres plus âgés, moins éduqués.

Après une succession de grèves dans tout le pays, un premier coup d'Etat militaire reçoit, en novembre 1980, l'appui de l'opposition légale, dont celui du FPV. Mais le nouveau régime, qui bénéficie pourtant d'une certaine popularité, va se montrer répressif, poussant des dirigeants syndicaux à la clandestinité. Des officiers sont mêlés à des scandales. Secrétaire d'Etat à l'information, Sankara démissionne en direct à la télévision, prononçant cette phrase restée célèbre :

« Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple ! »

C'est une nouvelle fraction de l'armée qui se voit déconsidérée, de même que le parti de Ki-Zerbo. Un second coup d'Etat a lieu en novembre 1982. Le clivage va alors se faire sentir entre ceux qui souhaitent la continuité institutionnelle et les officiers révolutionnaires regroupés autour du capitaine Sankara. Nommé premier ministre, celui-ci en profite pour exacerber les contradictions au cours de réunions publiques où il dénonce les « *ennemis du peuple* » et l'« *impérialisme* ».

Alors que M. Guy Penne, conseiller aux affaires africaines de François Mitterrand, atterrit à Ouagadougou, capitale du pays, Sankara est arrêté, le 17 mai 1983. Les organisations de gauche clandestines, le PAI et l'Union des luttes communistes reconstruite (ULC-R) manifestent pour demander sa libération. Il a su se faire respecter, non sans mal, par des organisations civiles qui se méfient des militaires, mais aussi par les militaires, qui reconnaissent en lui l'un des leurs, un soldat fier de l'être. Sankara libéré, toutes ces forces préparent ensemble la prise du pouvoir. Les commandos militaires de Po, dans le sud du Burkina Faso, dirigés par le capitaine Blaise Compaoré, montent sur la capitale le 4 août 1983 ; les employés des télécommunications coupent les lignes ; des civils attendent les soldats pour les guider dans la ville. Celle-ci tombe rapidement aux mains des révolutionnaires.

Devenu président, Sankara définit ainsi son objectif principal :

« Refuser l'état de survie, desserrer les pressions, libérer nos campagnes d'un immobilisme moyenâgeux ou d'une régression, démocratiser notre société, ouvrir les esprits sur un univers de responsabilité collective pour oser inventer l'avenir. Briser et reconstruire l'administration à travers une autre image du fonctionnaire, plonger notre armée dans le peuple par le travail productif et lui rappeler incessamment que, sans formation patriotique, un militaire n'est qu'un criminel en puissance [4]. »

Et la tâche est immense, la Haute-Volta est alors parmi les pays les plus pauvres du monde [5] : un taux de mortalité infantile estimé à 180 pour 1000, une espérance de vie se limitant à 40 ans, un taux d'analphabétisme allant jusqu'à 98 %, un taux de scolarisation de 16 %, et enfin un produit intérieur brut par tête de 53 356 francs CFA (soit à peine plus de 72 euros).

Sankara cache à peine ses influences marxistes. En revanche, ceux qui se pressent autour de lui sont souvent loin de partager ses références politiques. Il cherche surtout à s'entourer de gens compétents et motivés, et regroupe à la présidence près de cent cinquante collaborateurs minutieusement choisis, quelques idéologues, mais surtout les meilleurs cadres du pays. Les projets ne cessent de fuser tandis qu'il impose en permanence des délais d'étude de faisabilité jugés souvent ... irréalisables.

La révolution s'entend pour lui comme l'amélioration concrète des conditions de vie de la population. C'est la rupture dans tous les domaines : transformation de l'administration ; redistribution des richesses ; libération de la femme ; responsabilisation et mobilisation de la jeunesse ; mise à l'écart de la chefferie traditionnelle, jugée responsable du retard des campagnes ; tentative de faire des paysans une classe sociale révolutionnaire ; réforme de l'armée pour la mettre au service du peuple en lui assignant aussi des tâches de production ; décentralisation et recherche d'une démocratie directe à travers les comités de défense de la révolution (CDR) chargés de la mettre en oeuvre localement ; lutte sans merci contre la corruption ; etc. Le 4 août 1984, la Haute-Volta est symboliquement

rebaptisée Burkina Faso, le « *pays des hommes intègres* ».

Le Conseil national de la révolution (CNR) [6] lance le plan populaire de développement (PPD) : les provinces déterminent leurs objectifs et doivent se doter des moyens nécessaires pour les atteindre. Sankara en résume ainsi la philosophie :

« *Le plus important, je crois, c'est d'avoir amené le peuple à avoir confiance en lui-même, à comprendre que, finalement, il peut s'asseoir et écrire son développement ; il peut s'asseoir et écrire son bonheur ; il peut dire ce qu'il désire. Et en même temps, sentir quel est le prix à payer pour ce bonheur [7].* »

Précurseur en matière d'écologie

Le CNR pratique l'autoajustement : les dépenses de fonctionnement diminuent au profit de l'investissement, les moyens sont rationalisés. Mais l'effort populaire d'investissement (EPI) se traduit par des ponctions sur les salaires de 5 % à 12 %, une mesure tempérée par la gratuité des loyers pendant un an. Une zone industrielle en friche est réhabilitée à Ouagadougou.

Il s'agit de promouvoir un développement économique autocentré pour ne pas dépendre de l'aide extérieure : « *Ces aides alimentaires (...) qui installent dans nos esprits (...) ces réflexes de mendiant, d'assisté, nous n'en voulons vraiment plus ! Il faut produire, produire plus parce qu'il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés [8].* »

Un mot d'ordre s'impose : « *Produisons et consommons burkinabé* ». Les importations de fruits et légumes ont été interdites pour inciter les commerçants à aller chercher la production dans le sud-ouest du pays. Difficilement accessible, cette région était délaissée au profit des marchés de la Côte d'Ivoire, reliée au Burkina par une route goudronnée. Des circuits de distribution sont mis en place avec le développement d'une chaîne nationale de magasins. En outre, via les CDR, les salariés peuvent acheter les produits nationaux sur leur lieu de travail. Les fonctionnaires sont ainsi incités à porter le Faso dan fani, l'habit traditionnel, fabriqué à l'aide de bandes de coton tissées de façon artisanale. Effet d'entraînement, de très nombreuses femmes se mettent à tisser dans la cour de leur maison, ce qui leur permet d'acquérir un revenu propre.

Sankara apparaît comme un précurseur en matière de défense de l'environnement. Non seulement il pointe les responsabilités humaines dans l'avancée du désert, mais il en tire aussi les conséquences. Dès avril 1985, le CNR lance les « trois luttes » : contre la coupe abusive du bois, accompagnée de campagnes de sensibilisation à l'utilisation du gaz ; contre les feux de brousse ; contre la divagation des animaux. Partout, les paysans construisent des retenues d'eau, souvent à mains nues, pendant que le gouvernement relance des projets de barrage. Sankara dénonce les insuffisances de l'aide de Paris, dont les entreprises sont les principales bénéficiaires des marchés de grands travaux.

Porte-parole du tiers-monde, Sankara critique l'ordre international. Les thèmes qu'il développe reçoivent un écho dans le mouvement altermondialiste d'aujourd'hui : les injustices de la mondialisation et du système financier international, l'omniprésence du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le cercle vicieux de la dette des pays du tiers-monde. Pour Sankara, cette dette trouve son origine dans les « *propositions alléchantes* » des « *assassins techniques* » venus des institutions financières internationales. Elle est devenue un moyen de « *reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers [9]* ». Le Burkina Faso décidera d'ailleurs de ne pas signer de prêts avec le FMI, qui souhaitait imposer ses « *conditionnalités* ».

Révolutionnaire, Sankara n'en développe pas moins une réflexion sur la démocratie et sa traduction concrète par la mobilisation de toutes les composantes de la population. Ce qui implique l'émancipation des classes populaires et des femmes.

« La démocratie est le peuple avec toutes ses potentialités et sa force, énonce-t-il. Le bulletin de vote et un appareil électoral ne signifient pas, par eux-mêmes, qu'il existe une démocratie. Ceux qui organisent des élections de temps à autre, et ne se préoccupent du peuple qu'avant chaque acte électoral, n'ont pas un système réellement démocratique. (...) On ne peut concevoir la démocratie sans que le pouvoir, sous toutes ses formes, soit remis entre les mains du peuple ; le pouvoir économique, militaire, politique, le pouvoir social et culturel [10]. »

Créés très rapidement après la prise du pouvoir le 4 août 1983, les CDR sont chargés d'exercer localement le pouvoir au nom du peuple. Ils assument de nombreuses responsabilités bien au-delà de la seule sécurité publique : formation politique, assainissement des quartiers, développement de la production et de la consommation des produits locaux, participation au contrôle budgétaire dans les ministères, etc. Ils rejettent même, après débats, plusieurs projets nationaux, comme celui de l'« école nouvelle », jugé trop radical. Mais les CDR sont aussi à l'origine de nombreux débordements et exactions. Ils servent de fer de lance contre les syndicats jugés dangereux puisque contrôlés par des organisations comme le PAI, entré dans l'opposition en août 1984, et le Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCRv). Sankara est le premier à dénoncer les excès et insuffisances des CDR, souvent dus aux querelles que se livrent les différentes organisations soutenant la révolution [11].

Ce président d'un type nouveau, dont tout le monde veut bien louer aujourd'hui le patriotisme et l'intégrité, l'engagement personnel et le désintéressement, était en 1987 devenu gênant. Sa lutte de plus en plus populaire contre le néocolonialisme menaçait le pouvoir des autres présidents, plus dociles, d'Afrique de l'Ouest, et plus généralement la place de la France sur le continent noir.

Le complot va se mettre en place implacablement. Second du régime, l'actuel président du Burkina Faso Blaise Compaoré s'en charge, avec le soutien probable de la France, de la Côte d'Ivoire et de la Libye. Selon Jeune Afrique (2 juin 1998), hebdomadaire désigné légataire des écrits de Jacques Foccart [12], « cette époque numéro deux d'une révolution à laquelle il ne croit plus, de plus en plus proche d'Houphouët[-Boigny] grâce auquel il fit connaissance de sa future femme, le beau Blaise rencontra son homologue français [Jacques Chirac] alors premier ministre, via le président ivoirien, et Jacques Foccart, qui lui présenta l'état-major de la droite française, en particulier Charles Pasqua ».

Pour François-Xavier Verschave, il n'y a aucun doute : « [Mouammar] Kadhafi et la Françafrique multipliaient les causes communes. Cimentées par l'antiaméricanisme. Agréementées d'intérêts bien compris. L'élimination du président burkinabé Thomas Sankara est sans doute le sacrifice fondateur. Foccart et l'entourage de Kadhafi convinrent en 1987 de remplacer un leader trop intègre et indépendant, au point d'en être agaçant, par un Blaise Compaoré infiniment mieux disposé à partager leurs desseins. L'Ivoirien Houphouët fut associé au complot [13]. »

Le 15 octobre 1987, Sankara est assassiné. M. Compaoré lui succède, qui deviendra un fidèle exécutant des thèses libérales et le successeur de Félix Houphouët-Boigny en tant que meilleur allié de Paris dans la région. Son rôle stratégique dans la « françafrique » est illustré par la création récente de l'Association française d'amitié franco-burkinabé, présidée par M. Penne. On y retrouve M. Michel Roussin, ancien des services secrets, membre du Mouvement des entreprises de France (Medef) et numéro deux du groupe Bolloré en Afrique. Ancien ministre de la coopération de M. Edouard Balladur en 1993, il côtoie ses successeurs à ce poste : M. Jacques Godfrain, autrefois proche de Foccart ; M. Pierre-André Wiltzer, membre de l'Union pour la démocratie française (UDF) ; et le socialiste Charles Josselin.

L'arrivée de M. Compaoré à la tête du Burkina, en 1987, a eu des conséquences au-delà de ses frontières. L'alliance qui se fait jour via les réseaux « françafricains » mêle des personnalités politiques, des militaires ou des

affairistes de Côte d'Ivoire, de France, de Libye et du Burkina Faso. Elle soutiendra M. Charles Taylor, responsable des effroyables guerres civiles qui se dérouleront au Liberia, puis en Sierra Leone, sur fond de trafic de diamants et d'armes [14]. Aujourd'hui, après avoir abrité les militaires rebelles ivoiriens, M. Compaoré est présenté comme un homme de paix puisqu'il parraine la réconciliation des acteurs de la crise.

Tout a été fait pour effacer Sankara de la mémoire de son pays. Pourtant, il reste présent (disques et tradition orale, films, documentaires, livres) ; Internet ne fait qu'amplifier le phénomène. Enfin la Campagne internationale justice pour Thomas Sankara (CIJS) demande qu'une enquête soit officiellement ouverte sur l'assassinat de Sankara. Une recommandation historique du Comité des droits de l'homme des Nations unies lui a donné raison en mars 2006, mais la procédure n'est pas terminée et Ouagadougou compte sur le caractère peu coercitif du droit international. Le CIJS maintient la pression en lançant une pétition [15].

De nouveaux horizons pourraient s'ouvrir. Une expérience révolutionnaire se renforce en Amérique latine ; le Venezuela multiplie les initiatives en direction de l'Afrique et reprend certains thèmes de la révolution sankariste, mais avec les moyens de son pétrole en plus. L'espoir doit revenir. Il sera d'autant plus fécond qu'on aura tiré les enseignements des réussites de la révolution burkinabé et des difficultés auxquelles elle a été confrontée.

par **Bruno Jaffré**

octobre 2007

Bruno Jaffré :

Auteur de Biographie de Thomas Sankara. La patrie ou la mort (1997), nouvelle édition augmentée à paraître chez L'Harmattan, Paris, et coanimateur du site www.thomassankara.net.

[1] (www.sankara20ans.net)

[2] [Discours prononcé à Tenkodogo le 2 octobre 1987. Discours prononcé à Tenkodogo le 2 octobre 1987.]

[3] Lire Michel Galy, « Le Burkina-Faso à l'ombre de Sankara », Le Monde diplomatique, décembre 1996.

[4] Discours aux Nations unies, 4 octobre 1984.

[5] Le pays n'a guère progressé : le Burkina est classé au 174^e rang sur 177 selon l'indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 2006.

[6] Le CNR, présidé par Sankara, comprend dans son premier gouvernement des militaires, des militants du PAI et de l'ULC-R.

[7] Fratricide au Burkina, Sankara et la Françafrique, documentaire de Thuy Tien Hi et Didier Mauro, production ICTV Solférino.

[8] 1^{re} conférence nationale des CDR, 4 avril 1986.

[9] Discours à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), juillet 1987.

[10] Granma, La Havane, août 1987.

[11] Cf. notamment le discours prononcé en avril 1986 devant la première conférence nationale des CDR.

[12] Jacques Foccart (1913-1997) était un conseiller présidentiel français, spécialiste des affaires africaines de 1960 à 1974. il est devenu un symbole de la face « sombre » de la présence française en Afrique.

[13] François-Xavier Verschave, Noir Silence, Les Arènes, Paris, 2000, p. 346-347.

[14] M. Taylor fait actuellement l'objet d'un procès, à La Haye, devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL).

[15] www.ipetitions.com/petition/Sankara20 et admin grila.org